

Éditorial de La Lettre n°11

Cette Lettre numéro 11 vous arrive plus tard que d'habitude : il m'est en effet apparu logique qu'elle puisse prendre en compte la plupart de mes interventions lors de la session extraordinaire du Parlement qui a eu lieu en juillet.

Depuis l'élection présidentielle, notre pays vit dans un nouveau contexte. Nicolas Sarkozy exerce sa fonction avec le style qui est le sien. Il défend ses convictions, il applique son programme. C'est la conséquence du choix qui a été fait par le peuple de France.

Dans un nouveau contexte, il revient à tout chef de l'État d'incarner pleinement le rôle qui est le sien et qui est lui-même inaliénable. Elle peut favoriser sans être exclusive ni négative. C'est en tout cas le choix qui est le sien. Je ne suis pas un adepte de la confusion des genres ni des fonctions. La vitalité démocratique suppose, à tout moment, clarté, précision et rigueur avec les institutions de la République.

C'est pourquoi je serais très attentif aux propositions qui seront faites pour rééquilibrer notre vie démocratique et accueillir le rôle du Parlement. Je réajuste l'équilibre - sans du reste sur l'Assemblée - de manière en garde contre la tentation à l'hyperprésidentialisme.

Cela ne signifie pas que le président de la République ne doit pas exercer les responsabilités énoncées qui sont les siennes, confirmées par son élection au suffrage universel direct. Cela signifie que, comme l'a si bien expliqué Montesquieu, tout pouvoir doit trouver ses limites, et qu'en l'espèce, il est nécessaire et urgent de rééquilibrer nos institutions - dans les limites comme dans les buts - en redonnant au Parlement la plénitude des prérogatives qui doivent être les siennes. Soyez assurés de mes sentiments les plus élevés.

Jean-Pierre Saur

>> [Télécharger La Lettre n°11](#)